

§ 4. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le contenu des différents plans d'urgence et d'intervention, leurs modalités d'établissement ainsi que leur structure organisationnelle et fonctionnelle. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) *Session ordinaire 2002-2003.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires :

Projet de loi, n° 2183/1. — Amendements, n° 2183/2. — Amendements, n° 2183/3. — Rapport, n° 2183/4. — Texte adopté par la commission, n° 2183/5. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 2183/6.

Annales parlementaires :

Discussion et adoption. Séance du 13 février 2003.

Sénat.

Documents parlementaires :

Projet de loi évoqué par le Sénat, n° 1476/1. — Amendements, n° 1476/2. — Rapport, n° 1476/3. — Amendements, n° 1476/4. — Décision de ne pas amender, n° 1476/5.

Annales parlementaires :

Discussion et adoption. Séance du 13 mars 2003.

§ 4. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de inhoud van de verschillende rampenplannen voor hulpverlening, hun wijze van opmaken en hun organisatorische en functionele structuur. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 2002-2003.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken :

Wetsontwerp, nr. 2183/1. — Amendementen, nr. 2183/2. — Amendementen, nr. 2183/3. — Verslag, nr. 2183/4. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2183/5. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 2183/6.

Parlementaire handelingen :

Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 februari 2003.

Senaat.

Parlementaire stukken :

Wetsontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 1476/1. — Amendementen, nr. 1476/2. — Verslag, nr. 1476/3. — Amendementen, nr. 1476/4. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 1476/5.

Parlementaire handelingen :

Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 maart 2003.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 1476

[2003/00298]

2 AVRIL 2003. — *Loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, et modifiant le Code électoral* (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques*

Art. 2. A l'article 1^{er} de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, modifié par les lois des 18 juin 1993, 19 mai 1994, 10 avril 1995, 19 novembre 1998 et 13 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, alinéa 2, le dernier tiret est remplacé par le texte suivant :

« — les groupes politiques des Chambres fédérales, des Conseils de communauté et de région et des conseils provinciaux, et les institutions, créées sous la forme d'une association sans but lucratif, qui perçoivent les dotations ou les subventions octroyées par ces assemblées aux partis politiques ou aux groupes politiques; »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 1476

[2003/00298]

2 APRIL 2003. — *Wet tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, en van het Kieswetboek* (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen*

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, gewijzigd bij de wetten van 18 juni 1993, 19 mei 1994, 10 april 1995, 19 november 1998 en 13 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1°, tweede lid, wordt het laatste gedachtestreepje vervangen als volgt :

« — de politieke fracties van de federale Kamers, de Gemeenschaps- en Gewestraden en de provincieraden en de instellingen, opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, die de door deze assemblees aan de politieke partijen of politieke fracties toegekende dotaties of subsidies ontvangen; »

2° au 2°, troisième tiret, les mots « ou des Conseils » sont remplacés par les mots « , des Conseils ou des conseils provinciaux »;

3° il est inséré un 3°*bis*, libellé comme suit :

« 3°*bis* mandataires politiques : les personnes physiques qui sont membres d'une assemblée parlementaire ou d'un exécutif de l'Union européenne, de l'Etat fédéral, d'une Communauté, d'une Région, d'une province, d'une commune ou d'un district intracommunal ou qui ont été désignées par une de ces assemblées ou un de ces exécutifs, à l'exclusion des agents qui en dépendent, pour exercer un mandat au sein d'une personne morale de droit public ou privé; »

4° le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° Commission de contrôle : une commission composée paritairement de membres de la Chambre des représentants et du Sénat, et présidée par les présidents de la Chambre des représentants et du Sénat.

La Commission de contrôle fixe dans ses statuts les modalités relatives à sa composition, son mode de fonctionnement et son mode de prise de décisions, sans préjudice des conditions de majorité prévues par la loi, et établit un règlement d'ordre intérieur pour l'exercice des missions qui lui sont confiées par la loi. Ces statuts et ce règlement sont tous deux publiés au *Moniteur belge*.

La Commission de contrôle est tenue de se faire conseiller, aux conditions prévues par la présente loi, par la Cour des comptes tant pour le contrôle des dépenses électorales des partis politiques et des candidats individuels que pour le contrôle des rapports financiers des partis politiques et de leurs composantes. Si elle le juge opportun, la commission peut également solliciter l'avis de la Cour des comptes pour l'exercice de ses autres compétences légales.

En cas de dissolution des chambres fédérales, les délais applicables pour l'exercice des compétences de la Commission de contrôle sont interrompus. Les nouveaux délais commencent à courir dès l'installation des bureaux définitifs des Chambres fédérales.

A l'exception du délai prévu à l'article 4*bis*, § 2, alinéa 3, les délais prévus pour l'exercice des compétences de la Commission de contrôle sont suspendus pendant les périodes de vacances fixées en application de l'article 10, § 1^{er}, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation prévue à l'article 82 de la Constitution et modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. »

Art. 3. A l'article 2 de la même loi, modifié par les lois du 19 mai 1994, du 19 novembre 1998, du 27 décembre 2000 et du 13 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2 sont apportées les modifications suivantes :

— au 1° les mots « 1,40 franc » sont remplacés par les mots « 0,035 euro »;

— le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° pour un candidat figurant sur la liste d'un parti politique qui, lors des dernières élections, n'a obtenu aucun mandat ou ne s'est pas présenté dans la circonscription électorale concernée : le montant visé au 1°. Ce candidat ne doit pas nécessairement être celui qui figure en tête de sa liste; »

2° il est inséré un § 2*bis*, libellé comme suit :

« § 2*bis*. Le total des dépenses et des engagements financiers afférents à la propagande électorale des candidats individuels qui, en application de l'exception visée à l'article 118, alinéa 3, du Code électoral, sont présentés sur une même liste dans plus d'une circonscription électorale pour l'élection de la Chambre des représentants, ne peut excéder :

1° pour chacun des candidats placés en tête de liste à concurrence du nombre de mandats obtenus par leur liste lors des dernières élections et pour un candidat supplémentaire à désigner par le parti politique : 8.700 euros, majorés de 0,035 euro par électeur inscrit lors des élections précédentes pour les Chambres fédérales dans les circonscriptions électorales concernées. Ces candidats ne peuvent toutefois engager, dans chacune de ces circonscriptions électorales, des dépenses supérieures au montant maximum applicable pour les différentes circonscriptions électorales, tel qu'il est fixé conformément au § 2;

2° in het 2°, derde gedachtestreepje, worden de woorden « of de Raden » vervangen door de woorden « , de Raden of de provincieraaden »;

3° er wordt een 3°*bis* ingevoegd, luidende :

« 3°*bis* politieke mandatarissen : de natuurlijke personen die lid zijn van een parlementaire assemblee of een executieve van de Europese Unie, de federale Staat, een Gemeenschap, een Gewest, een provincie, een gemeente of een binnengemeentelijk district of die, met uitzondering van de ambtenaren die ervan afhangen, door een van deze assemblees of een van deze executieven zijn aangewezen om een mandaat te bekleden in een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon; »

4° het 4° wordt vervangen als volgt :

« 4° Controlecommissie : een commissie paritair samengesteld uit leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat, onder het voorzitterschap van de voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat.

De Controlecommissie bepaalt in haar statuten de nadere regelen inzake haar samenstelling, werkwijze en wijze van besluitvorming, onverminderd de bij wet voorgeschreven meerderheidsvereisten, en stelt voor de uitoefening van de haar bij wet opgedragen taken een reglement van orde op, die beide in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

De Controlecommissie is verplicht om zich, onder de door deze wet bepaalde voorwaarden, te laten adviseren door het Rekenhof voor de controle zowel van de verkiezingsuitgaven van de politieke partijen en de individuele kandidaten als van de financiële verslagen van de politieke partijen en hun componenten. Indien de commissie dit opportuun acht, kan zij voor de uitoefening van haar overige wettelijke bevoegdheden eveneens het advies van het Rekenhof inwinnen.

In geval van ontbinding van de federale Kamers worden de voor de uitoefening van de bevoegdheden van de Controlecommissie gestelde termijnen gestuit. De nieuwe termijnen beginnen te lopen vanaf de installatie van de vaste bureaus van de federale Kamers.

Met uitzondering van de in artikel 4*bis*, § 2, derde lid, bepaalde termijn, worden de voor de uitoefening van de bevoegdheden van de Controlecommissie gestelde termijnen geschorst tijdens de recesperiodes bepaald met toepassing van artikel 10, § 1, 3°, van de wet van 6 april 1995 houdende inrichting van de parlementaire overlegcommissie bedoeld in artikel 82 van de Grondwet en tot wijziging van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State. »

Art. 3. In artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 19 mei 1994, 19 november 1998, 27 december 2000 en 13 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— in 1° worden de woorden « 1,40 frank » vervangen door de woorden « 0,035euro »;

— het 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° voor één kandidaat op de lijst van een politieke partij die, bij de laatste verkiezingen, geen mandaat behaalde of in de betrokken kieskring niet opkwam : het sub 1° bepaalde bedrag. Deze kandidaat dient niet noodzakelijk de eerstgeplaatste van zijn lijst te zijn; »

2° er wordt een § 2*bis* ingevoegd, luidende :

« § 2*bis*. Het totaal van de uitgaven en de financiële verbintenissen voor de verkiezingspropaganda van de individuele kandidaten die, met toepassing van de in artikel 118, derde lid, van het Kieswetboek bepaalde uitzondering, voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers in meer dan één kieskring op dezelfde lijst worden voorgedragen, mag niet meer bedragen dan :

1° voor elk van de eerstgeplaatste kandidaten naar gelang van het aantal mandaten behaald door hun lijst bij de laatste verkiezingen en voor één bijkomende door de politieke partij aan te wijzen kandidaat : 8.700 euro, vermeerderd met 0,035 euro per tijdens de vorige verkiezingen voor de federale Kamers ingeschreven kiezer in de betrokken Kieskringen. Deze kandidaten mogen in elk van deze kieskringen evenwel niet meer dan het voor de onderscheiden kieskringen geldende maximumbedrag, zoals vastgesteld overeenkomstig § 2, uitgeven;

2° pour un candidat figurant sur la liste d'un parti politique qui, lors des dernières élections, n'a obtenu aucun mandat ou ne s'est pas présenté dans les circonscriptions électorales concernées : le montant visé au 1°. Ce candidat ne doit pas nécessairement être celui qui figure en tête de sa liste. Il ne peut toutefois engager, dans chacune des circonscriptions électorales concernées, des dépenses supérieures au montant maximum applicable pour les différentes circonscriptions électorales, tel qu'il est fixé conformément au § 2;

3° pour chaque autre candidat titulaire et le candidat premier suppléant, pour autant que ce dernier ne bénéficie pas des dispositions du 1° : 5.000 euros;

4° pour chaque candidat suppléant, pour autant qu'il ne bénéficie pas des dispositions du 1° : 2.500 euros.

Les candidats visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, répartissent les dépenses fixes afférentes à leur propagande électorale qu'ils ne peuvent attribuer à l'une des circonscriptions électorales proportionnellement entre leurs déclarations établies pour les différentes circonscriptions électorales, au prorata du nombre d'électeurs inscrits lors des élections précédentes pour les Chambres fédérales dans les circonscriptions électorales concernées. »;

3° au § 3 sont apportées les modifications suivantes :

— au 1° les mots « 0,70 franc » sont remplacés par les mots « 0,0175 euro »;

— le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° pour un candidat figurant sur la liste d'un parti politique qui, lors des dernières élections, n'a obtenu aucun mandat ou ne s'est pas présenté dans le collège électoral concerné : le montant visé au 1°. Ce candidat ne doit pas nécessairement être celui qui figure en tête de sa liste; »

4° le § 4, alinéa 2, est abrogé.

Art. 4. A l'article 4 de la même loi, modifié par les lois du 21 mai 1991, du 18 juin 1993, du 19 mai 1994, du 12 juillet 1994 et du 10 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré à la place du § 2, qui devient le § 3, un nouveau § 2, libellé comme suit :

« § 2. Sont également considérées comme dépenses de propagande électorale visées au § 1^{er}, les dépenses engagées par des tiers en faveur de partis politiques ou de candidats, à moins que ces derniers :

— ne mettent, dès qu'ils ont pris connaissance de la campagne menée par les tiers en question, ceux-ci en demeure, par lettre recommandée à la poste, de cesser cette campagne;

— ne transmettent une copie de ladite lettre, accompagnée ou non de l'accord écrit des tiers de cesser la campagne, aux présidents des bureaux principaux, qui, en application de l'article 94^{ter}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code électoral, établissent un rapport sur les dépenses de propagande électorale engagées par les candidats et par les partis politiques. Ces présidents joignent ce ou ces documents aux déclarations de dépenses électorales et d'origine des fonds déposées par les partis ou les candidats concernés. »;

2° le § 2, qui devient le § 3, est complété comme suit :

« 6° le coût de manifestations périodiques, à condition que celles-ci :

— n'aient pas d'objectif purement électoral;

— aient un caractère régulier et récurrent, et présentent les mêmes caractéristiques en ce qui concerne l'organisation; la périodicité est appréciée soit sur la base d'une période de référence de deux ans précédant la période visée au § 1^{er}, au cours de laquelle la manifestation concernée doit avoir eu lieu au moins une fois par an, soit sur la base d'une période de référence de quatre ans précédant la période visée au § 1^{er}, au cours de laquelle la manifestation concernée doit avoir eu lieu au moins une fois par période de deux ans. Si les dépenses engagées pour la publicité et les invitations sont toutefois manifestement exceptionnelles par rapport au déroulement habituel d'une telle manifestation, elles doivent, par exception, être imputées à titre de dépenses électorales;

2° voor een kandidaat op de lijst van een politieke partij die, bij de laatste verkiezingen, geen mandaat behaalde of in de betrokken kieskringen niet opkwam : het sub 1° bepaalde bedrag. Deze kandidaat dient niet noodzakelijk de eerstgeplaatste van zijn lijst te zijn. Hij mag in elk van de betrokken kieskringen evenwel niet meer dan het voor de onderscheiden kieskringen geldende maximumbedrag, zoals vastgesteld overeenkomstig § 2, uitgeven;

3° voor elke andere effectieve kandidaat en de kandidaat-eerste-opvolger, voor zover deze het sub 1° bepaalde niet geniet : 5.000 euro.

4° voor elke kandidaat-opvolger, voor zover deze het sub 1° bepaalde niet geniet : 2.500 euro.

De kandidaten, bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, verdelen de vaste uitgaven voor hun verkiezingspropaganda die ze niet kunnen toewijzen aan één van de kieskringen, evenredig over hun aangiften voor de onderscheiden kieskringen, in verhouding tot het aantal tijdens de vorige verkiezingen voor de federale Kamers ingeschreven kiezers in de betrokken kieskringen. »;

3° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— in 1° worden de woorden « 0,70 frank » vervangen door de woorden « 0,0175 euro »;

— het 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° voor één kandidaat op de lijst van een politieke partij die, bij de laatste verkiezingen, geen mandaat behaalde of in het betrokken kiescollege niet opkwam : het sub 1° bepaalde bedrag. Deze kandidaat dient niet noodzakelijk de eerstgeplaatste van zijn lijst te zijn; »

4° § 4, tweede lid, vervalt.

Art. 4. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 21 mei 1991, 18 juni 1993, 19 mei 1994, 12 juli 1994 en 10 april 1995 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de plaats van § 2, die § 3 wordt, wordt een nieuwe § 2 ingevoegd, luidende :

« § 2. Als uitgaven voor verkiezingspropaganda bedoeld in § 1 worden eveneens beschouwd, die welke verricht zijn door derden voor politieke partijen of kandidaten, tenzij deze laatsten :

— onmiddellijk na de kennisneming van de door de betrokken derden gevoerde campagne, hen bij een ter post aangetekend schrijven aanmanen deze campagne te staken;

— een afschrift van deze brief al dan niet met het schriftelijk akkoord van de derden tot staking, verzenden aan de voorzitters van de hoofdbureaus die met toepassing van artikel 94^{ter}, § 1, eerste lid, van het Kieswetboek de verslagen opmaken over de uitgaven die de politieke partijen en de kandidaten voor verkiezingspropaganda hebben gedaan. Deze voorzitters voegen dit stuk of deze stukken bij de door de betrokken partijen of kandidaten ingediende aangiften van hun verkiezingsuitgaven en van de herkomst van de geldmiddelen. »;

2° § 2, die § 3 wordt, wordt aangevuld als volgt :

« 6° de kostprijs van periodieke manifestaties, op voorwaarde dat :

— ze niet uitsluitend voor verkiezingsdoelinden worden georganiseerd;

— het geregelde en telkens weerkerende manifestaties betreft die steeds op dezelfde wijze worden georganiseerd; de periodiciteit wordt beoordeeld hetzij aan de hand van een referentieperiode van twee jaar voorafgaand aan de in § 1 bedoelde periode, tijdens welke de bedoelde manifestatie jaarlijks eenmaal moet hebben plaatsgehad, hetzij aan de hand van een referentieperiode van vier jaar voorafgaand aan de in § 1 bedoelde periode, tijdens welke de bedoelde manifestatie tweejaarlijks ten minste éénmaal moet hebben plaatsgehad. Zo de uitgaven voor reclame en uitnodigingen in vergelijking met het gewone verloop van dergelijke manifestatie evenwel kennelijk uitzonderlijk zijn, dienen zij bij wijze van uitzondering wel als verkiezingsuitgave aangerekend te worden;

7° le coût de manifestations non périodiques payantes, organisées à des fins électorales, dans la mesure où les dépenses sont couvertes par les recettes, à l'exception de celles provenant du sponsoring, et où il ne s'agit pas de dépenses engagées pour la publicité et les invitations. Si les dépenses ne sont pas couvertes par les recettes, la différence doit être imputée à titre de dépense électorale;

8° les dépenses engagées, au cours de la période électorale, dans le cadre du fonctionnement normal du parti au niveau national ou local, en particulier pour l'organisation de congrès et de réunions de parti. Toutefois, si les dépenses engagées pour la publicité et les invitations sont manifestement exceptionnelles par rapport au déroulement habituel de ce genre de manifestations, elles doivent, par exception, être imputées à titre de dépenses électorales;

9° les dépenses afférentes à la création, à l'adaptation et à la gestion d'applications de l'internet, à condition que celles-ci s'opèrent de la même façon et selon les mêmes règles qu'en dehors de la période de référence. »;

3° au § 4, les mots « du § 1^{er} » sont remplacés par les mots « des §§ 1^{er} et 2 ».

Art. 5. A l'article 5 de la même loi, modifié par les lois des 18 juin 1993, 19 mai 1994, 10 avril 1995 et 19 novembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, le 1° *bis* devient le 2°;

2° au § 1^{er}, le 2°, qui devient le 3°, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° ne peuvent pas vendre de gadgets ni distribuer de cadeaux ou de gadgets, quel que soit le mode de distribution et sans préjudice de l'article 184 du Code électoral, sauf aux candidats et aux personnes qui, en application de l'article 4, § 3, 1°, font de la propagande électorale non rémunérée en faveur de partis politiques et de candidats. Par gadgets, l'on entend tous les objets, à l'exception des imprimés sur papier ou sur tout autre support d'information véhiculant un message politique comportant uniquement des opinions ou des illustrations, qui sont utilisés comme souvenirs, accessoires, colifichets ou objets usuels et dont la personne qui les distribue espère que la personne qui les reçoit les affectera ultérieurement à l'usage auquel ils sont normalement destinés et qu'à cette occasion, l'utilisateur apercevra à chaque fois le message figurant sur l'objet; »

3° le § 1^{er} est complété comme suit :

« 4° ne peuvent pas organiser de campagne commerciale par téléphone;

5° ne peuvent pas diffuser de spots publicitaires à caractère commercial à la radio, à la télévision et dans les salles de cinéma. »;

4° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Pour la même période, le gouverneur de province ou de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale fixe, par arrêté de police, les modalités de l'apposition d'affiches électorales et de l'organisation des caravanes motorisées. »

Art. 6. L'article 6 de la même loi, modifié par les lois du 18 juin 1993, du 10 avril 1995 et du 19 novembre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. — Lorsqu'ils font la demande d'un numéro de liste, les partis politiques déposent une déclaration écrite par laquelle ils s'engagent à :

1° respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales;

2° déclarer, contre accusé de réception et dans les quarante-cinq jours qui suivent la date des élections, leurs dépenses électorales et l'origine des fonds qui y ont été affectés auprès du président du bureau principal de la circonscription électorale pour l'élection de la Chambre des représentants, dans le ressort de laquelle le siège du parti est établi, et à transmettre, en vue de l'exercice du droit de consultation visé à l'article 94^{ter}, § 2, alinéa 2, du Code électoral, une copie de cette déclaration, selon le cas, au président du collège électoral français ou du collège électoral néerlandais;

7° de kostprijs van voor verkiezingsdoeleinden georganiseerde, niet-periodieke manifestaties waarvoor een deelnameprijs wordt aangerekend, voor zover de uitgaven door de inkomsten, met uitzondering van deze uit sponsoring, worden gedekt en het geen uitgaven voor reclame en uitnodigingen betreft. Zo de inkomsten de uitgaven niet dekken, moet het verschil als een verkiezingsuitgave worden aangerekend;

8° de uitgaven die tijdens de verkiezingsperiode worden verricht in het kader van een normale partijwerking op nationaal of lokaal niveau met name de organisatie van congressen en partijbijeenkomsten. Zo de uitgaven voor reclame en uitnodigingen in vergelijking met het gewone verloop van dergelijke manifestatie evenwel kennelijk uitzonderlijk zijn, dienen zij bij wijze van uitzondering wel als verkiezingsuitgave te worden aangerekend;

9° de uitgaven voor de aanmaak, de bijwerking en het beheer van internettoepassingen, op voorwaarde dat die op dezelfde wijze en volgens dezelfde regels geschieden als buiten de referentieperiode. »;

3° in § 4 worden de woorden « van § 1 » vervangen door de woorden « van de §§ 1 en 2 ».

Art. 5. In artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juni 1993, 19 mei 1994, 10 april 1995 en 19 november 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het 1° *bis* het 2°;

2° in § 1 wordt het 2°, dat het 3° wordt, vervangen als volgt :

« 3° geen gadgets verkopen noch gadgets of geschenken uitdelen, ongeacht de wijze van verspreiding en onverminderd artikel 184 van het Kieswetboek, tenzij aan de kandidaten en de personen die met toepassing van artikel 4, § 3, 1°, onbezoldigd verkiezingspropaganda voeren ten voordele van politieke partijen en kandidaten. Onder gadgets worden verstaan alle voorwerpen, uitgezonderd drukwerk op papier of op enige andere informatiedrager met een uitsluitend opiniërende of illustrerende politieke boodschap, die als souvenir, accessoire, snuisterij of gebruiksvoorwerp worden gebruikt, en waarvan diegene die het uitdeelt hoopt dat degene die het ontvangt het zal aanwenden voor het normale gebruik waarvoor het is bestemd en bij die gelegenheid telkens opnieuw de boodschap zal zien die op het voorwerp is aangebracht; »

3° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« 4° geen commerciële telefooncampagnes voeren;

5° geen commerciële reclamespots op radio, televisie en in bioscopen voeren. »;

4° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Voor dezelfde periode bepaalt de gouverneur van de provincie of van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad bij politiebepaling de nadere regels inzake het aanbrengen van verkiezingsaffiches en het organiseren van gemotoriseerde optochten. »

Art. 6. Artikel 6 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juni 1993, 10 april 1995 en 19 november 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. — Bij het aanvragen van een lijstnummer dienen de politieke partijen een schriftelijke verklaring in waarin ze zich ertoe verbinden :

1° de wetsbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven in acht te nemen;

2° hun verkiezingsuitgaven en de herkomst van de geldmiddelen die daaraan zijn besteed, tegen ontvangstbewijs, binnen vijftien dagen na de verkiezingen aan te geven bij de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, in wiens rechtsgebied de zetel van de partij gevestigd is, en, met het oog op de uitoefening van het inzage-recht, bedoeld in artikel 94^{ter}, § 2, tweede lid, van het Kieswetboek, een afschrift ervan mee te delen aan de voorzitter van, naar gelang van het geval, de voorzitter van het Nederlandse kiescollege of het Franse kiescollege;

3° à conserver, pendant deux ans à compter de la date des élections, les documents justificatifs relatifs aux dépenses électorales et à l'origine des fonds.

Pour autant que les dons soient mentionnés dans leur déclaration d'origine des fonds, ils s'engagent en outre à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus en vue du financement des dépenses électorales, à ne pas la divulguer et à la communiquer dans les quarante-cinq jours qui suivent la date des élections à la Commission de contrôle chargée de veiller au respect de cette obligation conformément à l'article 16bis.

La déclaration écrite, la déclaration des dépenses électorales et la déclaration d'origine des fonds ainsi que l'accusé de réception sont établis sur des formulaires spéciaux établis par le Ministre de l'Intérieur et publiés en temps utile au *Moniteur belge*. Les formulaires portant la déclaration des dépenses électorales et la déclaration d'origine des fonds, ainsi que les formulaires d'enregistrement visés à l'alinéa 2 sont mis à la disposition des partis politiques au plus tard au moment où ceux-ci demandent un numéro de liste.

Ces formulaires sont signés, datés et déposés, contre accusé de réception, par les demandeurs.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités de dépôt de la déclaration des dépenses électorales et de la déclaration d'origine des fonds ainsi que la manière dont ces déclarations seront inventoriées et conservées. »

Art. 7. Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 11bis. — Les présidents de la Commission de contrôle communiquent sans délai à la Cour des comptes, par pli recommandé à la poste, une copie des rapports qui leur ont été adressés conformément à l'article 94ter, § 2, du Code électoral en la chargeant de rendre, en application de l'article 1^{er}, 4^e, alinéa 3, dans un délai d'un mois, un avis concernant l'exactitude et l'exhaustivité de ces rapports. »

Art. 8. L'article 12 de la même loi, modifié par la loi du 18 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. — § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 1^{er}, 4^e, alinéas 3 et 4, la Commission de contrôle statue, dans les cent quatre-vingts jours après le jour des élections, en réunion publique, dans le respect des droits de la défense et après avoir pris connaissance de l'avis rendu par la Cour des comptes conformément à l'article 11bis, sur l'exactitude et l'exhaustivité des rapports visés à l'article 94ter du Code électoral. Elle peut à cette fin, conformément à la procédure prévue par son règlement d'ordre intérieur, demander toutes les informations complémentaires qui seraient nécessaires à sa tâche.

§ 2. Les décisions visées au § 1^{er}, y compris celles prises en application des articles 13 et 14, § 2, en raison de la violation des articles 2, 4 et 5, § 1^{er}, constatée par elle, et leur motivation sont reprises dans un rapport approuvé par la Commission de contrôle.

Ce rapport contient au moins les données suivantes :

1° par parti politique, le montant total des dépenses électorales engagées pour ce parti;

2° par circonscription électorale, le montant total des dépenses électorales engagées pour chaque liste et le montant total des dépenses engagées pour tous les candidats de cette liste et pour chaque élu séparément.

L'avis de la Cour des comptes est annexé au rapport.

§ 3. Les présidents de la Chambre des représentants et du Sénat communiquent sans délai un exemplaire du rapport, par lettre recommandée à la poste, selon le cas, au parti politique ou à la personne à l'égard de laquelle la commission a pris la décision visée au § 2, alinéa 1^{er}.

Ils transmettent également sans délai un exemplaire du rapport aux services du *Moniteur belge*, qui le publie dans les annexes du *Moniteur belge* dans les trente jours de sa réception. »

3° de stavingsstukken betreffende hun verkiezingsuitgaven en de herkomst van de geldmiddelen gedurende twee jaar na de datum van de verkiezingen te bewaren.

Voor zover in hun aangifte van de herkomst van de geldmiddelen giften worden vermeld, verbinden zij er zich bovendien toe om de identiteit van de natuurlijke personen die, ter financiering van de verkiezingsuitgaven, giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren, vertrouwelijk te houden en, binnen vijftien dagen na de datum van de verkiezingen, aan te geven bij de Controlecommissie die toeziet op de naleving van deze verplichting overeenkomstig artikel 16bis.

De schriftelijke verklaring, de aangiften van de verkiezingsuitgaven en van de herkomst van de geldmiddelen en het ontvangstbewijs worden gesteld op daartoe bestemde formulieren die door de Minister van Binnenlandse Zaken worden vastgesteld en tijdig in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt. De formulieren houdende de aangiften van de verkiezingsuitgaven en van de herkomst van de geldmiddelen, alsook de in het tweede lid bedoelde registratieformulieren worden uiterlijk bij de aanvraag van het lijstnummer ter beschikking gesteld van de politieke partijen.

Deze formulieren worden door de aanvragers ondertekend, gedagtekend en, tegen ontvangstbewijs, ingediend.

De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de nadere regels inzake de indiening van de aangiften van de verkiezingsuitgaven en van de herkomst van de geldmiddelen en de wijze van hun inventarisatie en beveiligde bewaring. »

Art. 7. In dezelfde wet wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidende :

« Art. 11bis. — De voorzitters van de Controlecommissie doen, bij een ter post aangetekende brief, een afschrift van de verslagen die hen overeenkomstig artikel 94ter, § 2, van het Kieswetboek zijn toegezonden, onverwijld toekomen aan het Rekenhof met de opdracht om, met toepassing van artikel 1, 4^e, derde lid, binnen een maand een advies uit te brengen over de juistheid en de volledigheid van deze verslagen. »

Art. 8. Artikel 12 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 juni 1993, wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. — § 1. Onverminderd artikel 1, 4^e, derde en vierde lid, doet de Controlecommissie, met inachtneming van de rechten van de verdediging en na kennisneming van het overeenkomstig artikel 11bis door het Rekenhof uitgebrachte advies, binnen honderdtachtig dagen na de dag van de verkiezingen, in openbare vergadering, uitspraak over de juistheid en de volledigheid van de verslagen, bedoeld in artikel 94ter van het Kieswetboek. Hiertoe kan zij, overeenkomstig de in haar reglement van orde vastgestelde procedure, alle inlichtingen en nadere aanvullingen opvragen die daartoe noodzakelijk zijn.

§ 2. De in § 1 bedoelde beslissingen, met inbegrip van die genomen met toepassing van de artikelen 13 en 14, § 2, wegens de door haar vastgestelde schending van de artikelen 2, 4 en 5, § 1, en hun motivering worden opgenomen in een door de Controlecommissie goedgekeurd verslag.

Dit verslag bevat op zijn minst nog de volgende gegevens :

1° per politieke partij het totaalbedrag van de verkiezingsuitgaven ten voordele van deze partij;

2° per kiesomschrijving, het totaalbedrag van de verkiezingsuitgaven ten voordele van elke lijst, het totaal van de uitgaven van alle kandidaten van deze lijst en van elke gekozen afzonderlijk.

Het advies van het Rekenhof wordt als bijlage bij het verslag gevoegd.

§ 3. De voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat brengen een exemplaar van het verslag, bij een ter post aangetekende brief, onverwijld ter kennis van, naar gelang van het geval, de politieke partij of de personen, ten aanzien van wie de commissie de in § 2, eerste lid, bedoelde beslissing heeft genomen.

Zij sturen eveneens onverwijld een exemplaar van het verslag naar de diensten van het *Belgisch Staatsblad*, die het binnen dertig dagen na ontvangst in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* publiceren. »

Art. 9. A l'article 13 de la même loi, modifié par la loi du 18 juin 1993, les mots « En cas d'infraction à l'interdiction prévue à l'article 5, § 1^{er}, 1°, et en cas de dépassement » sont remplacés par les mots « En cas de dépassement ».

Art. 10. L'article 14, § 3, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 21 mai 1991 et modifié par la loi du 18 juin 1993, est complété comme suit :

« A l'égard de la Commission de contrôle, ce délai est interrompu ou suspendu conformément à l'article 1^{er}, 4°, alinéas 3 et 4 ».

Art. 11. A l'article 16*bis* de la même loi, inséré par la loi du 18 juin 1993 et modifié par les lois du 19 mai 1994 et du 19 novembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° la première phrase de l'alinéa 2 est remplacée par la disposition suivante :

« Sans préjudice de l'obligation d'enregistrement visée à l'article 6, alinéa 2, et à l'article 116, § 6, alinéa 2, du Code électoral, l'identité des personnes physiques qui font, sous quelque forme que ce soit, des dons de 125 euros et plus à des partis politiques et à leurs composantes, à des listes, à des candidats et à des mandataires politiques est enregistrée annuellement par les bénéficiaires. »;

2° la dernière phrase de l'alinéa 2 est remplacée par la disposition suivante :

« Les versements que les mandataires politiques font à leur parti politique ou à ses composantes ne sont pas considérés comme des dons. »

Art. 12. La première phrase de l'article 16*ter* de la même loi, inséré par la loi du 19 novembre 1998, est remplacée par la disposition suivante : « Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités des enregistrements visés aux articles 6 et 16*bis*, ainsi que de ceux visés à l'article 116, § 6, alinéa 2, du Code électoral, de même que les modalités du dépôt de ces enregistrements. »

Art. 13. L'article 18 de la même loi, modifié par la loi du 18 juin 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. — Les montants visés à l'article 16, 1° et 2°, sont adaptés en fonction des variations de l'indice des prix à la consommation. Les indices de base sont respectivement ceux de janvier 1993 et janvier 2003. »

Art. 14. A l'article 24 de la même loi, modifié par la loi du 19 novembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots : « qui veillent à ce que ce rapport soit publié sans délai dans les documents parlementaires »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« En outre, les présidents transmettent sans délai un exemplaire des rapports financiers ou des documents parlementaires visés à l'alinéa 1^{er}, par lettre recommandée à la poste, à la Cour des comptes en la chargeant de rendre, en application de l'article 1^{er}, § 2, dans un délai d'un mois, un avis concernant l'exactitude et l'exhaustivité desdits rapports. »;

3° la première phrase de l'alinéa 3 est remplacée par la phrase suivante :

« La Commission de contrôle formule ses observations et approuve le rapport financier dans les deux cents jours de la clôture des comptes, notamment sur la base de l'avis de la Cour des comptes, pour autant qu'elle ne constate pas d'irrégularités. L'avis de la Cour des comptes est annexé au rapport de la Commission de contrôle. »

Art. 9. In artikel 13 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 juni 1993, worden de woorden « Bij overtreding van de in artikel 5, § 1, 1°, vermelde verbodsbepaling, en bij overschrijding » vervangen door de woorden « Bij overschrijding ».

Art. 10. Artikel 14, § 3, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 mei 1991 en gewijzigd bij de wet van 18 juni 1993, wordt aangevuld als volgt :

« Ten aanzien van de Controlegcommissie wordt deze termijn gestuit of geschorst overeenkomstig artikel 1, 4°, derde en vierde lid. »

Art. 11. In artikel 16*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 18 juni 1993 en gewijzigd bij de wetten van 19 mei 1994 en 19 november 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste zin van het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd de in artikel 6, tweede lid, en artikel 116, § 6, tweede lid, van het Kieswetboek bedoelde registratieplicht wordt de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer, onder welke vorm ook, doen aan politieke partijen en hun componenten, lijsten, kandidaten en politieke mandatarissen door de begunstigden jaarlijks geregistreerd. »;

2° de laatste zin van het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De bijdragen van politieke mandatarissen aan hun politieke partij of haar componenten worden niet als giften beschouwd. »

Art. 12. In artikel 16*ter* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 november 1998, worden de woorden « , alsook die bedoeld in artikel 116, § 6, tweede lid, van het Kieswetboek, » ingevoegd tussen de woorden « registraties » en het woord « worden ».

Art. 13. Artikel 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 juni 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. — De in artikel 16, 1° en 2°, bepaalde bedragen worden aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen. De indexcijfers van respectievelijk januari 1993 en januari 2003 worden als basis genomen. »

Art. 14. Artikel 24 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 november 1998, wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden « die zorg dragen voor de onverwijld publicatie van dit verslag in de parlementaire stukken »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Daarenboven zenden de voorzitters onverwijld een exemplaar van de financiële verslagen of van de in het eerste lid bedoelde parlementaire stukken, bij een ter post aangetekende brief, naar het Rekenhof met de opdracht om, met toepassing van artikel 1, § 2, binnen een maand, een advies uit te brengen over de juistheid en de volledigheid van deze verslagen. »;

3° de eerste zin van het derde lid wordt vervangen als volgt :

« De Controlegcommissie formuleert binnen tweehonderd dagen na het afsluiten van de rekeningen, onder meer op grond van het advies van het Rekenhof, haar opmerkingen en keurt, voor zover zij geen onregelmatigheden vaststelt, het financieel verslag goed. Het advies van het Rekenhof wordt als bijlage bij het verslag van de Controlegcommissie gevoegd. »

CHAPITRE III. — *Modifications du Code électoral*

Art. 15. L'article 94^{ter} du Code électoral, inséré par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 19 mai 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 94^{ter}. — § 1^{er}. Dans les septante-cinq jours à compter de la date des élections, les présidents des bureaux principaux de circonscription électorale, visés à l'article 94, ainsi que les présidents des bureaux principaux de collège, visés à l'article 94^{bis}, établissent, à l'intention de la Commission de contrôle visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, chacun pour ce qui le concerne, un rapport en quatre exemplaires sur les dépenses de propagande électorale engagées par les candidats et par les partis politiques, ainsi que sur l'origine des fonds qu'ils y ont affectés.

Pour l'établissement de leur rapport, les présidents peuvent demander toutes les informations et tous les compléments d'information nécessaires.

Le rapport mentionne :

— les partis et les candidats qui ont participé aux élections;

— les dépenses électorales engagées par eux;

— les infractions qu'ils ont commises à l'obligation de déclaration visée respectivement à l'article 6 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, et à l'article 116, § 6;

— les infractions aux articles 2 et 5, § 1^{er}, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, qui ressortent des déclarations déposées par ces partis et candidats.

Les déclarations sont annexées au rapport.

Le rapport est établi sur des formulaires prévus à cet effet et fournis par le Ministre de l'Intérieur.

§ 2. Deux exemplaires du rapport sont conservés par le président du bureau principal et les deux autres sont remis aux présidents de la Commission de contrôle.

A partir du septante-cinquième jour suivant les élections, un exemplaire du rapport est déposé pendant quinze jours au greffe du tribunal de première instance, où il peut être consulté par tous les électeurs inscrits, sur présentation de leur convocation au scrutin, lesquels peuvent, durant ce même délai, formuler par écrit leurs remarques à son sujet.

Les deux derniers exemplaires du rapport ainsi que les remarques formulées par les candidats et les électeurs inscrits sont ensuite transmis par le président du bureau principal aux présidents de la Commission de contrôle. »

Art. 16. L'article 116, § 6, du même Code, modifié par les lois des 19 mai 1994, 10 avril 1995, 19 novembre 1998, 27 décembre 2000 et 13 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. Dans l'acte d'acceptation de leur candidature, tant les candidats titulaires que les candidats suppléants s'engagent :

1° à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales;

2° à introduire, contre récépissé, dans les quarante-cinq jours qui suivent la date des élections, les déclarations de leurs dépenses électorales et de l'origine des fonds qui y ont été affectés, auprès du président du bureau principal de la circonscription électorale ou auprès du président du bureau principal, selon le cas, du collège électoral français ou du collège électoral néerlandais. Les candidats visés à l'article 2, § 2^{bis}, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques introduisent des déclarations distinctes auprès des présidents des bureaux principaux des circonscriptions électorales dans lesquelles ils sont présentés. Les candidats visés à l'article 2, § 2^{bis}, alinéa 1^{er}, 3° et 4°, de la loi susvisée introduisent les mêmes déclarations auprès des présidents des bureaux principaux des circonscriptions dans lesquelles ils sont présentés;

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van het Kieswetboek*

Art. 15. Artikel 94^{ter} van het Kieswetboek, ingevoegd bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 19 mei 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 94^{ter}. — § 1. De voorzitters van de in artikel 94 bedoelde hoofdbureaus van de kieskring en de voorzitters van de in artikel 94^{bis} bedoelde collegehoofdbureaus maken, ieder wat hem betreft, binnen vijfenzeventig dagen na de datum van de verkiezingen, in vier exemplaren, een verslag op ten behoeve van de Controlecommissie bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4^o, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, over de uitgaven die de politieke partijen en de kandidaten voor verkiezingspropaganda hebben gedaan, alsmede over de herkomst van de geldmiddelen die zij daartoe hebben aangewend.

Bij het opmaken van het verslag kunnen de voorzitters alle inlichtingen en nadere informatie opvragen die daartoe noodzakelijk zijn.

Het verslag vermeldt :

— de partijen en de kandidaten die aan de verkiezingen hebben deelgenomen;

— de door hen verrichte verkiezingsuitgaven;

— de door hen gepleegde inbreuken op de aangifteplicht, als bedoeld in respectievelijk artikel 6 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen en artikel 116, § 6;

— de inbreuken op de artikelen 2 en 5, § 1, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, die blijken uit de door hen ingediende aangiften.

De aangiften worden als bijlage bij het verslag gevoegd.

Het verslag wordt opgesteld op daartoe bestemde formulieren die door de Minister van Binnenlandse Zaken ter beschikking worden gesteld.

§ 2. Twee exemplaren van het verslag worden door de voorzitter van het hoofdbureau bewaard en twee exemplaren worden aan de voorzitters van de Controlecommissie toegezonden.

Een exemplaar van het verslag wordt vanaf de vijfenzeventigste dag na de verkiezingen ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg gedurende vijftien dagen ter inzage gelegd van alle kiesgerechtigden, op vertoon van hun oproepingsbrief voor de verkiezingen, die hieromtrent binnen dezelfde termijn schriftelijk hun opmerkingen kunnen formuleren.

De twee laatste exemplaren van het verslag en de opmerkingen van de kandidaten en de kiesgerechtigden worden vervolgens door de voorzitter van het hoofdbureau toegezonden aan de voorzitters van de Controlecommissie. »

Art. 16. Artikel 116, § 6, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 19 mei 1994, 10 april 1995, 19 november 1998, 27 december 2000 en 13 december 2002, wordt vervangen als volgt :

« § 6. In hun akte van bewillinging verbinden zowel de kandidaat-titularissen als de kandidaat-opvolgers zich ertoe :

1° de wetsbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven in acht te nemen;

2° de aangiften van hun verkiezingsuitgaven en van de herkomst van de geldmiddelen die daaraan zijn besteed, tegen ontvangstbewijs, binnen vijfenzeventig dagen na de verkiezingen aan te geven bij de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring of bij de voorzitter van het collegehoofdbureau van, naar gelang van het geval, het Nederlandse kiescollege of het Franse kiescollege. De kandidaten bedoeld in artikel 2, § 2^{bis}, eerste lid, 1° en 2°, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, dienen bij de voorzitters van de hoofdbureaus van de kieskringen waarin ze worden voorgedragen, afzonderlijke aangiften in. De kandidaten bedoeld in artikel 2, § 2^{bis}, eerste lid, 3° en 4°, van de voormelde wet dienen bij de voorzitters van de hoofdbureaus van de kieskringen waarin ze worden voorgedragen, dezelfde aangiften in;

3° à conserver les pièces justificatives relatives à leurs dépenses électorales et à l'origine des fonds pendant les deux ans qui suivent la date des élections.

Pour autant que leur déclaration d'origine des fonds fasse état de dons, ils s'engagent en outre à enregistrer l'identité des personnes physiques qui, en vue de financer les dépenses électorales, ont fait des dons de 125 euros et plus, à garantir la confidentialité de cette identité et à la communiquer, dans les quarante-cinq jours qui suivent la date des élections, à la Commission de contrôle qui veille au respect de cette obligation, conformément à l'article 16bis de la loi susvisée du 4 juillet 1989.

L'acte d'acceptation, les déclarations des dépenses électorales et d'origine des fonds et le récépissé sont rédigés sur des formulaires prévus à cet effet, qui sont établis par le Ministre de l'Intérieur et publiés en temps utile au *Moniteur belge*. Les formulaires contenant les déclarations des dépenses électorales et de l'origine des fonds, ainsi que les formulaires d'enregistrement visés à l'alinéa 2 sont mis à la disposition des candidats au plus tard lors de la remise de l'acte d'acceptation.

Ces formulaires sont signés, datés et déposés contre récépissé par les demandeurs.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les modalités du dépôt des déclarations des dépenses électorales et de l'origine des fonds, ainsi que de leur inventaire et de leur conservation sécurisée. »

CHAPITRE IV. — *Disposition transitoire*

Art. 17. Si, conformément à l'article 118, dernier alinéa, du Code électoral, remplacé par la loi du 13 décembre 2002, un candidat est présenté simultanément à la Chambre et au Sénat lors des premières élections législatives fédérales organisées après l'entrée en vigueur de ladite loi, il est tenu de déposer ses déclarations de dépenses électorales et d'origine des fonds tant auprès du président du bureau principal de la circonscription qu'auprès du président du bureau principal de collège.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 18. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

— de l'article 2, 1° et 2°, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2003;

— de l'article 2, 4°, qui produit ses effets le 20 janvier 2003.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Scellé du sceau de l'Etat,

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) *Session ordinaire 2002-2003.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 2270/1. — Amendements, n° 2270/2. — Rapport, n° 2270/3. — Texte adopté par la commission, n° 2270/4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 2270/5.

Compte rendu intégral : 20 février 2003.

Session ordinaire 2002-2003.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 2-1499/1. — Amendements, n° 2-1499/2. — Rapport, n° 2-1499/3. — Texte corrigé par la commission, n° 2-1499/4. — Amendements, n° 2-1499/5. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 2-1499/6.

Annales du Sénat : 20 mars 2003.

3° de stavingsstukken betreffende hun verkiezingsuitgaven en de herkomst van de geldmiddelen gedurende twee jaar na de datum van de verkiezingen te bewaren.

Voor zover in hun aangifte van de herkomst van de geldmiddelen giften worden vermeld, verbinden zij er zich bovendien toe om de identiteit van de natuurlijke personen die, ter financiering van de verkiezingsuitgaven, giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren, vertrouwelijk te houden en, binnen vijftien dagen na de datum van de verkiezingen, aan te geven aan de Controlecommissie die toeziet op de naleving van deze verplichting overeenkomstig artikel 16bis van de voormelde wet van 4 juli 1989.

De akte van bewilliging, de aangiften van de verkiezingsuitgaven en van de herkomst van de geldmiddelen en het ontvangstbewijs worden gesteld op daartoe bestemde formulieren die door de Minister van Binnenlandse Zaken worden vastgesteld en tijdig in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt. De formulieren houdende de aangiften van de verkiezingsuitgaven en van de herkomst van de geldmiddelen, alsook de in het tweede lid bedoelde registratieformulieren worden uiterlijk bij de overhandiging van de akte van bewilliging ter beschikking gesteld van de kandidaten.

Deze formulieren worden door de aanvragers ondertekend, gedagtekend en, tegen ontvangstbewijs, ingediend.

De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad de nadere regels inzake de indiening van de aangiften van de verkiezingsuitgaven en van de herkomst van de geldmiddelen en de wijze van hun inventarisatie en beveiligde bewaring. »

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepaling*

Art. 17. Wanneer een kandidaat overeenkomstig artikel 118, laatste lid, van het Kieswetboek, vervangen bij de wet van 13 december 2002, bij de eerste federale parlementsverkiezingen na de inwerkingtreding van de wet van 13 december 2002, tegelijk voor de Kamer en de Senaat wordt voorgedragen, dient hij, voor de beide verkiezingen tezamen, zijn aangiften inzake verkiezingsuitgaven en herkomst van de geldmiddelen in zowel bij de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring als bij de voorzitter van het collegehoofdbureau.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 18. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

— artikel 2, 1° en 2°, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2003;

— artikel 2, 4°, dat uitwerking heeft met ingang van 20 januari 2003.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 2002-2003.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel, nr. 2270/1. — Amendementen, nr. 2270/2. — Verslag, nr. 2270/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2270/4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 2270/5.

Integraal verslag : 20 februari 2003.

Gewone zitting 2002-2003.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-1499/1. — Amendementen, nr. 2-1499/2. — Verslag, nr. 2-1499/3. — Tekst verbeterd door de commissie, nr. 2-1499/4. — Amendementen, nr. 2-1499/5. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 2-1499/6.

Handelingen van de Senaat : 20 maart 2003.